

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Informatics Professional Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation 08324-120400/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 08324-120400	Date 2012-06-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-609-24475	
File No. - N° de dossier 609el.08324-120400	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-06-22	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bastien, Josée	Buyer Id - Id de l'acheteur 609el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6770 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2590
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification numéro 002 est émise afin de répondre aux questions des fournisseurs et de faire les changements suivants à la DDP.

Q.1

Tel qu'indiqué dans l'invitation ci-dessus mentionné, dans la section 7.5:

7.5 Exigences relatives à la sécurité

- (a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, déli-vrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des rensei-gnements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ, CONFIDENTIEL ou SECRET tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- (c) L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
- (e) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (ii) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

Est-ce que la Couronne peut clarifier quelle cote de sécurité est requise.

R. 1

Cote de sécurité au niveau Secret requise.

Q. 2

Est-il possible d'obtenir une copie de la DDP dans un format Word? Plus précisément, les grilles?

R.2

Malheureusement, une copie en format Word de la DDP ainsi que des grilles, ne sont pas disponibles.

Q.3

Pouvez-vous s'il vous plaît confirmer la cote de sécurité pour les ressources? Aussi, s'il vous plaît confirmer si la sécurité est exigée à la clôture ou à la soumission des soumissions.

R. 3

Cote de sécurité au niveau Secret requise.

Tel que stipulé à la Clause **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

(a) À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées.

Q. 4

1) Y at-il actuellement ou at-il eu au cours des 12 derniers mois un entrepreneur ou des entrepreneurs qui ont fournis des services similaires ou identiques à ces services étant sollicités dans la présente DDP. Si oui, qui sont les entrepreneurs, quelle a été la durée du contrat ou des contrats et la valeur totale pour les services fournis à ce jour.

2) Y at-il actuellement ou at-il eu au cours des 12 derniers mois un entrepreneur ou des entrepreneurs qui ont fournis des services similaires ou identiques à ces services étant sollicités dans la présente DDP. Si oui, qui sont les entrepreneurs, quelle a été la durée du contrat ou des contrats et la valeur totale pour les services fournis à ce jour. En outre, y-a t'il eu une entreprise impliquée dans la préparation de cette demande de propositions? Si oui, de quelle entreprise s'agit-il?

3) S'il vous plaît aviser s'il y a présentement un fournisseur titulaire (ou dans les 6 derniers mois) qui fourni en partie ou en entier les services décrits dans la DDP ci-haut mentionnée.

R.4

1, 2, 3) L'AECl a actuellement un contrat en place pour un Analyste fonctionnel ERP de niveau 3, offrant des services qui sont liés à un même projet. L'entrepreneur titulaire est Cache Consulting. La durée du contrat est pour une période pouvant aller jusqu'à 360 jours avec 1 période d'option pouvant aller jusqu'à 240 jours. À ce jour, \$35.600.00 (+ TVH) a été dépensé contre ce contrat de services.

2) Aucune entreprise n'a été impliquée dans la préparation de cette demande de propositions.

Q.5

Pour bien démontrer l'expérience de notre candidat, les qualifications et les compétences, est-ce que les soumissionnaires peuvent, à partir de la grille, faire référence aux projets décrit dans ses CVs à condition que les détails sont correctement référés? Les projets dans le curriculum vitae seront numérotés dans l'ordre et ce nombre sera utilisé dans la matrice afin d'identifier les projets pertinents qui justifient l'exigence spécifique. Chaque projet dans le curriculum vitae comprendra le ministère, le nom du projet, le rôle et la date de début et de fin. Pour chaque projet, les responsabilités du candidat et ses réalisations seront listés et numérotés dans l'ordre. Chacun des critères dans la grille, fera référence au projet spécifiquement numéroté (s) au sein de ce projet, ce qui corrobore l'expérience (c.-à-Voir projet 8 numéro 1,3,5,6). S'il vous plaît confirmer qu'il s'agit d'une approche acceptable.

R.5

Veillez vous référer à la clause 3.2 Section I : Soumission technique de la DDP.

(a) La soumission technique comprend ce qui suit :

(iii) Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique; et

(iv) Pour les ressources proposées.

Q.6

Est-ce que tous les consultants pour la présente DDP doivent détenir une cote de sécurité secrète? En vertu de la partie sécurité du personnel, les trois autorisations sont vérifiées, pouvez-vous s'il vous plaît préciser pour chaque poste?

R.6

Cote de sécurité au niveau secret requise pour tous les postes.

Q.7

Nous demande une prolongation à la date requise actuelle du Juin 22 afin de laisser suffisamment de temps pour traiter et préparer les 8 ressources nécessaires.

R.7

Cette demande est rejetée.

Q.8

O1 Le soumissionnaire doit justifier d'au moins 10 années d'expérience pour ce qui est de fournir des ressources de projet de SAP à des clients.

SVP, confirmer comment le soumissionnaire devrait démontrer cet expérience.

1) Par exemple, est-ce qu'un tableau indiquant l'organisation du client, la description du projet et la durée serait suffisante?

2) Est-ce que le chevauchement de projets est permis?

R.8

1) **Veillez vous référer à la clause 3.2 Section I : Soumission technique** de la DDP.

(a) La soumission technique comprend ce qui suit :

(iii) Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique

2) Le chevauchement de projets n'est pas permis.

Q.9

O2 Au cours des 3 dernières années, le soumissionnaire doit avoir fourni à des clients pour au moins 3 000 000 \$ (en moyenne) de services liés à SAP.

1) S'il vous plaît préciser si vous recherchez des revenus totaux de 3 M \$ pour les trois dernières années ou une moyenne des revenus annuels de 1 million de dollars par an pour chacune des trois dernières années.

2) SVP, confirmer comment le soumissionnaire devrait démontrer cet expérience.

R. 9

1) Ce serait égal à un chiffre d'affaires minimum au total sur trois ans de 9.000.000 \$, répartis sur les trois dernières années.

2) Veuillez vous référer à la clause 3.2 **Section I : Soumission technique** de la DDP.

(a) La soumission technique comprend ce qui suit :

(iii) **Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique**

Q.10

J'aimerais poser une question à la Couronne au sujet de la Sollicitation # 08324-120400/A au sujet de l'attestation de langue à la page 21/80 qui stipule:

5.6 Attestation de langue

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, l'Analyste fonctionnel PGI (Payroll), l'Analyste fonctionnel PGI (PA/Org) et l'Analyste fonctionnel PGI (Time) proposée dans sa soumission devra pouvoir s'exprimer couramment dans les deux langues officielles du Canada (le français et l'anglais). La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit (le français et l'anglais) sans aide et en faisant peu d'erreurs.

Compte tenu du nombre concurrentiel et limité de ressources qualifiées dans les trois catégories ci-dessus énumérées, l'obligation de fournir des ressources bilingues permettra d'accroître considérablement le coût à la Couronne pour se procurer ces ressources. Compte tenu des initiatives de la Couronne à réduire les dépenses publiques, il serait bénéfique à la couronne de supprimer l'exigence de bilinguisme. La suppression de cette obligation permettra aussi d'assurer que la couronne reçoive des offres multiples qui fourniront une concurrence ouverte et la meilleure valeur pour la Couronne. Compte tenu de ces faits, nous demandons respectueusement à la Couronne de supprimer l'obligation pour ces ressources de pouvoir s'exprimer couramment dans les deux langues officielles.

R.10

Le besoin demeure inchangé.

TOUS AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS.